

ARRÊTÉ DU 23 DECEMBRE 2024

portant sur des travaux de raccordement ENEDIS effectués par l'entreprise SLTP, ruelle des Templiers, du 6 au 17 janvier 2025.

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 5^{ème} Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,
- VU** la délibération du 19 avril 2024 fixant le tarif général des droits de voirie,

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise SLTP sise 13 rue de la Rivière – 02000 ETOUVELLES, tendant à obtenir l'autorisation d'effectuer des travaux de raccordement ENEDIS, ruelle des Templiers, du lundi 6 au vendredi 17 janvier 2025.

ARRÊTE

- ARTICLE 1 :** L'entreprise SLTP est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux de raccordement ENEDIS, ruelle des Templiers, du lundi 6 janvier 2025 à 8 heures au vendredi 17 janvier 2025 à 18 heures.
- ARTICLE 2 :** La circulation des véhicules de toute nature sera interdite, ruelle des Templiers, du lundi 6 janvier 2025 à 8 heures au vendredi 17 janvier 2025 à 18 heures.
- ARTICLE 3 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et réservé au permissionnaire sur 2 emplacements réglementés situés rue du Cloître (face à la ruelle Pourrier), du lundi 6 janvier 2025 à 8 heures au vendredi 17 janvier 2025 à 18 heures.
- ARTICLE 4 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.
- ARTICLE 5 :** Tout véhicule qui ne se conformerait pas aux prescriptions du présent arrêté, sera considéré comme gênant; les infractions seront punies d'une contravention de deuxième classe. La mise en fourrière du véhicule pourra être prescrite et exécutée aux frais de son propriétaire.
- ARTICLE 6 :** Le permissionnaire sera tenu pour seul responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.
- ARTICLE 7 :** L'autorisation pourra être modifiée en tout ou partie, dans l'intérêt public. Le permissionnaire sera tenu de se conformer à ces décisions, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.
- ARTICLE 8 :** Le montant des droits à acquitter par le permissionnaire est fixé comme suit :

Stationnement de véhicule de chantier : 1 véhicule x 60,00 € x 2 semaines.....	120,00 €
TOTAL :	120,00 €
ARRÊTE à la somme de : CENT VINGT EUROS	

La somme indiquée ci-dessus est à régler auprès de la trésorerie après réception du titre de recette correspondant.

- ARTICLE 9 :** Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 10 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.
- ARTICLE 11 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Un original du présent arrêté sera conservé à la Police Municipale, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

